

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

POUVOIR ADJUDICATEUR

MAIRIE DE TRAMAYES
Rue Neuves
71520 TRAMAYES

Tél : 03 85 50 51 18

Mail : mairie.tramayas@wabadoo.fr

OBJET DU MARCHE

MAIRIE DE TRAMAYES

Réhabilitation - Extension d'une école primaire

LOT N° :

NATURE DU LOT :

MAITRISE D'ŒUVRE :

Atelier d'Architecture Mireille ROULLEAU
S.A.R.L d'Architecture - Mandataire - Le Bourg DOMPIERRE LES ORMES
Fabienne ADT Yves BRANGIER - Architectes Associés
Tél : 03 85 50 99 02
Email : mireille.roulleau@wanadoo.fr

REMISE DES OFFRES

Date limite de réception : 19/06/2017

Heure limite de réception : 12 h 00

Handwritten signatures and initials in blue ink:

- Top right: A large signature, possibly "Ce".
- Middle right: A signature, possibly "FD".
- Bottom right: A signature, possibly "YL".
- Bottom center: A signature, possibly "MP".
- Bottom left: A signature, possibly "w".
- Other initials: "PB", "AD", and a circled "u".

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire
- 1.2. Tranches et lots
- 1.3. Mesure de sécurité
- 1.4. Police d'assurance complémentaire collective
- 1.5. Notification par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques
- 1.6. Contrôle des prix de revient
- 1.7. Maîtrise d'œuvre
- 1.8. Contrôle technique
- 1.9. Contrôle technique
- 1.10. Coordination sécurité et protection de la santé
- 1.11. Coordination O.P.C.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- 2.1. Pièces constitutives
- 2.2. Date d'application et d'opposabilité des textes

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1. Répartition des paiements
- 3.2. Tranche conditionnelle
- 3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Règlement des comptes
 - 3.3.1. Les prix
 - 3.3.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise
 - 3.3.3. Caractéristiques des prix pratiqués
 - 3.3.4. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux
 - 3.3.5. Modalités du règlement des comptes
 - 3.3.6. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine
 - 3.3.7. Approvisionnements
 - 3.3.8. Travaux imprévus
 - 3.3.9. Marchés complémentaires
- 3.4. Variations dans les prix
 - 3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché
 - 3.4.2. Choix de l'index de référence
 - 3.4.3. Modalités de révision des prix
 - 3.4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes
 - 3.4.5. Révision provisoire
 - 3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée
- 3.5. Paiement des co-traitants et des sous traitants éventuels
 - 3.5.1. Modalités de paiement direct des cotraitants
- 3.6. Délais de paiement
 - 3.6.1 Procédure de constatation de la conformité des prestations
- 3.7. Intérêts moratoires
- 3.8. Indemnité forfaitaire

ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

- 4.1. Délais d'exécution
 - 4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
 - 4.1.2. Période de préparation
- 4.2. Calendrier détaillé d'exécution
- 4.3. Prolongation du délai d'exécution
- 4.4. Pénalités pour retard - primes d'avance
 - 4.4.1. Retard dans l'exécution des travaux
 - 4.4.2. Pénalités provisoires
 - 4.4.3. Nettoyage du chantier
 - 4.4.4. Retard aux réunions
 - 4.4.5. Absence à une réunion de chantier
 - 4.4.6. Retard dans le remise des documents
 - 4.4.7. Délais et retenues pour remise des documents
 - 4.4.8. Sécurité et protection de la santé
 - 4.4.9. Prime d'avance
- 4.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5.1. Retenue de garantie
- 5.2. Avance
 - 5.2.1. Avance de 5 %
 - 5.2.2. Avance comprise entre 6 et 30 %
 - 5.2.3. Avance comprise entre 31 et 60 %
 - 5.2.4. Délai de paiement des avances
 - 5.2.5. Remboursement des avances jusqu'à 15 %
 - 5.2.6. Remboursement des avances supérieures à 15 %
 - 5.2.7. Avance aux sous-traitants

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 6.1. Provenance des matériaux et produits
- 6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- 6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage
- 6.5. Mention « ou équivalent »

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 7.1. Piquetage général
- 7.2. Piquetage des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

ARTICLE 8. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8.1. Période de préparation
- 8.2. Gestion de la qualité
- 8.3. Registre de chantier
- 8.4. Plan d'exécution - notes de calculs - études de détails - synthèse
- 8.5. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers
 - 8.5.1. Principes généraux
 - 8.5.2. Autorité du coordonnateur S.P.S.
 - 8.5.3. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.
 - 8.5.3.1. Libre accès du coordonnateur S.P.S..
 - 8.5.3.2. Obligations du titulaire
 - 8.5.3.3. C.I.S.S.C.T.
 - 8.5.4. Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants
- 8.6. Mesure d'ordre social - application de la réglementation du travail
 - 8.6.1. Application de la réglementation du travail
 - 8.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers
- 8.7. Signalisation du chantier à l'égard de la circulation publique
- 8.8. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux
- 8.9. Engins explosifs de guerre
- 8.10. Utilisation des voies publiques
- 8.11. Chantier comportant des risques hors de proportion
- 8.12. Compte prorata - Dépenses et recettes d'intérêt commun
- 8.13. Gestion des déchets de chantier
- 8.14. Travaux modificatifs
- 8.15. Modification de projet

ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 9.1. Essais et contrôle des ouvrages
- 9.2. Réception
- 9.3. Réception partielle
- 9.4. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9.5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9.6. Documents fournis après exécution
- 9.7. Délai de garantie
- 9.8. Garanties particulières

ARTICLE 10 . DEROGATION AU C.C.A.G.

ANNEXE 1 à l'article 3-3-1

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs à la : Réhabilitation - Extension d'une école primaire.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement, du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de TRAMAYES jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur, l'adresse du domicile qu'il aura élu. Elle permet de déterminer le tribunal compétent.

1.2. Tranches et lots

Les travaux seront exécutés en une seule tranche.

Ils sont répartis en lots qui seront traités en marchés séparés, à savoir :

Lot	1	TERRASSEMENTS GÉNÉRAUX - VRD - ESPACES VERTS
Lot	2	DESAMIANTAGE – DEMOLITION – GROS ŒUVRE
Lot	3	CHARPENTE BOIS – BARDAGE – COUVERTURE ZINC – ZINGUERIE
Lot	4	ÉTANCHEITE
Lot	5	SERRURERIE
Lot	6	MENUISERIES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES BOIS
Lot	7	PLÂTRERIE - PEINTURE - PEINTURE DE FACADES
Lot	8	FAUX PLAFONDS DÉMONTABLES
Lot	9	CARRELAGE – FAIENCES
Lot	10	REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES
Lot	11	PLOMBERIE SANITAIRE – CHAUFFAGE – VENTILATION
Lot	12	ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES
Lot	13	ASCENSEUR
Lot	14	EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE

1.3. Mesure de sécurité et obligations de confidentialité

Pas de stipulation particulière

1.4. Police d'assurance complémentaire collective

Sans objet.

1.5. Notification par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Pas de spécification particulière

1.6. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.7. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARCHITECTE : Atelier d'Architecture Mireille ROULLEAU
S.A.R.L. d'Architecture - Mandataire - Le Bourg DOMPIERRE LES
ORMES
Fabienne ADT Yves BRANGIER - Architectes Associés
Tél : 03 85 50 99 02
Email : mireille.roulleau@wanadoo.fr

B.E.T ELECTRICITE : CHALEAS
33 TER Avenue de Paris
71100 CHALON SUR SAONE
Tél : 03 85 48 22 54
Email : chaleas@chaleas.com

B.E.T FLUIDES : CHALEAS
33 TER Avenue de Paris
71100 CHALON SUR SAONE
Tél : 03 85 48 22 54
Email : chaleas@chaleas.com

B.E.T. STRUCTURE : CHAPUIS Structures
571 rue Léopold Le HON
01006 BOURG EN BRESSE
Tél : 04 74 22 93 70
Email : chapuis.structures@wanadoo.fr

ECONOMISTE : BECA SARL
Centre d'Affaires les Tulipiers - 17 bd des Etats-Unis
71000 MACON
Tél : 03 85 39 04 40
beca@beca-economiste.fr

1.8. Contrôle technique

La mission de contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction est confiée à :

SOCOTEC
7 rue de la Guerlande
71880 CHATENOY LE ROYAL
Tél : 03 85 48 54 45
Mail : eric.viret@socotec.com

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives à :

LP + LE + PS + SEI + HAND + Mission HANDCO

1.9. Coordination sécurité et protection de la santé

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (S.P.S.) est confiée à :

SOCOTEC
7 rue de la Guerlande
71880 CHATENOY LE ROYAL
Tél : 03 85 48 54 45
Email : daniel.sevic@socotec.com

Conformément à l'article R. 238-8 du Code du Travail la présente opération est classée en :

2

2^{ème} catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS)

1.10. Coordination O.P.C.

Sans objet

1.11. Autres intervenants : S.S.I., Accessibilité, etc.

Sans objet

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**2.1. Pièces constitutives**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - La mise au point du marché éventuelle
 - Les actes d'agrément des sous-traitants éventuels
 - Les avenants éventuels
 - Le mémoire technique annexé à l'acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes, commun à tous les lots et comportant des dispositions spécifiques à certains lot :
 - Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage
 - La répartition et la gestion des charges communes du chantier (compte-prorata)
 - la liste détaillée des plans d'exécution qui seront établis par le maître d'œuvre et les compléments qui seront à la charge du titulaire
 - L'annexe sur la Gestion collective des déchets

PLANS ARCHITECTE	PLANS STRUCTURE
PI 01 - Plan Topographique - Plans, façades bâtiment existant - Éch. 1/200	DCE 1 : GARDERIE / ABRI - FONDATIONS / ELEVATIONS
PI 02 - Plan des Toitures - Éch. : 1/100	DCE 2 : ECOLES - FONDATIONS
PI 03 - Plan VRD - Éch. : 1/100	DCE 3 : ECOLES - PH RDC
PI 04 - Plan RDC - École élémentaire - Éch. : 1/50	DCE 4 : ECOLES - PH ETAGES 1 & 2
PI 05 - Plan R+1 - École élémentaire - Éch. : 1/50	
PI 06 - Plan R+2 - Combles - École élémentaire - Éch. 1/50	PLANS CHAUFFAGE / PLOMBERIE
PI 07 - Façades - École élémentaire - Éch. : 1/100	RDC GENERAL : VUE EN ENC. / PLAN / PLAFOND
PI 08 - Coupes - École élémentaire - Éch. : 1/50	ELEMENTAIRE ETAGE / COMBLES : VUE EN ENC. / PLAN / PLAFOND
PI 09 - Plan RDC - École maternelle - Éch. : 1/50	MATERNELLE RDC : VUE EN ENC. / PLAN / PLAFOND
PI 10 - Façades Sud et Nord - École maternelle - Éch. : 1/50	ELEMENTAIRE + GARDERIE RDC : VUE EN ENC. / PLAN / PLAFOND
PI 11 - Façade Ouest - Coupe sur le préau - École maternelle - Éch. 1/50	
PI 12 - Coupes transversales - École maternelle - Éch. : 1/50	PLANS EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE
PI 13 - Coupes longitudinales - École maternelle - Éch. : 1/50	
PI 14 - Plans coupes façades - Garderie - Pavillon d'entrée - Éch. : 1/50	RDC GENERAL - TOITURE : VUE EN PLAN
PI 15 - Plan des faux-plafonds - Éch. : 1/100	
PI 16 - Nomenclature des menuiseries extérieures - Éch. : 1/50	
PI 17 - Détails Menuiseries Intérieures bois - Éch. : 1/50 et 1/20	
PI 18 - Détails - Détails - Éch. : 1/50 et 1/20	
ELECTRICITE	
RDC GENERAL : VUE EN ENC. / PLAN / PLAFOND	
ELEMENTAIRE ETAGE / COMBLES : VUE EN PLAN / PLAFOND	
MATERNELLE RDC : VUE EN PLAN / PLAFOND	
ELEMENTAIRE + GARDERIE RDC : VUE EN PLAN / PLAFOND	

3. Calendrier prévisionnel des travaux qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution à l'issue de la période de préparation.
4. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et ses annexes :
 - Un devis descriptif comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux
 - les plans dont la liste figure dans la partie commune à tous les lots
 - l'étude sols, la notice de sécurité incendie, - les diagnostics divers
 - Etc.,,,
5. Le Cahier des Clauses Administrative Générales (C.C.A.G. - Travaux 2009)
6. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) pour les fascicules applicables aux prestations objet du présent marché
7. La décomposition du prix global et forfaitaire dont l'entreprise répond obligatoirement sur le document fourni
 Cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires qui servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels.

NOTA : Les documents généraux sont réputés connus des parties et ne sont pas joints matériellement aux pièces du marché.

2.2. Date d'application et d'opposabilité des textes

Les textes et normes opposables au titulaire sont ceux applicables le 1er jour du mois zéro (Mo) figurant dans l'acte d'engagement.

Lorsque un texte est d'application immédiate du fait de la réglementation :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra, si cela est possible, décider de ne pas l'appliquer ;
- S'il choisit de l'appliquer à l'opération en cours, le titulaire aura droit à l'indemnisation des incidences éventuelles générées par cette application.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses avenants éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants
 L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2. Tranche conditionnelle

Sans objet.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Règlement des comptes

3.3.1. Les prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus
- des dépenses communes de chantier suivant **annexe n°1 au présent C.C.A.P.**
- des dépenses résultant de l'application de la notice S.P.S.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie à l'article 8-5 du présent C.C.A.P.

Le devis descriptif définit pour le titulaire la nature des ouvrages et leurs localisations. Sauf spécifications particulières, le titulaire reste maître des moyens et techniques à employer et devra par conséquent tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des ouvrages.

3.3.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

3.3.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par **un prix global et forfaitaire révisable**.

3.3.4. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

Pas de stipulation particulière

3.3.5. Modalités du règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle qui sera remis au titulaire lors de la période de préparation.

Le titulaire présentera au maître d'œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel suivant le modèle prévu. Ce décompte sera établi sur la base des documents contractuels correspondants et conformément aux dispositions générales.

Après achèvement des travaux, le titulaire présentera un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux comme suit :

- 1^{ère} partie : travaux prévus au marché reprenant la décomposition du prix global forfaitaire détaillé
- 2^{ème} partie : travaux modificatifs (éventuels) comportant les travaux en moins initialement compris dans le prix global forfaitaire, avec référence aux ordres de service correspondants.

3.3.6. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.3.7. Approvisionnements

Sans objet

3.3.8. Travaux imprévus

Les travaux imprévus acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur, les travaux seront réglés :

- par référence aux prix unitaires figurant dans la décomposition détaillée du prix global forfaitaire
- par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché

3.3.9. Marchés complémentaires

Conformément à l'article 30-7° du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, un marché complémentaire sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché.

3.4. Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.4.4. du C.C.A.G., les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé "mois zéro (Mo), figurant dans l'acte d'engagement.

3.4.2. Choix de l'index de référence

Le titulaire définit dans son acte d'engagement la valeur des index et indices qu'il utilisera pour la révision ou l'actualisation de son marché.

A défaut d'indication par le titulaire, l'index de référence l choisi en raison de sa structure se fait sur la base des index BT pour les travaux concernant majoritairement le bâtiment et sur la base des index TP pour les travaux concernant majoritairement les travaux public. La formule mise en œuvre est la suivante :

n° lot	designation	index
1	TERRASSEMENTS GENERAUX - VRD - ESPACES VERTS	1,00 BT02
2	DESAMANTAGE - DEMOLITION - GROS ŒUVRE	1,00 BT03
3	CHARPENTE BOIS - BARDAGE - COUVERTURE ZINC - ZINGUERIE	1,00 BT16b
4	ETANCHEITE	1,00 BT53
5	SERRURERIE	1,00 BT43
6	MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES BOIS	0,50 BT19b + 0,50 BT18a
7	PLATRERIE - PEINTURE - PEINTURE DE FACADES	0,60 BT08 + 0,40 BT46
8	FAUX PLAFONDS DEMONTABLES	1,00 BT18a
9	CARRELAGE - FAIENCES	1,00 BT09
10	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	1,00 BT10
11	PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE - VENTILATION	0,40 BT40 + 0,20 BT41 + 0,40 BT38
12	ELECTRICITE - COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	1,00 BT47
13	ASCENSEUR	1,48 BT48
14	EQUIPEMENT PHOTOVOLTAIQUE	1,00 BT47

3.4.3. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \times \left(\frac{I_n}{I_0} \right)$$

dans laquelle :

I₀ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché considéré respectivement au mois zéro et au mois n.

Le mois « n » est défini selon l'article 10.4.4 du C.C.A.G. 3^{ème} alinéa :

- soit le mois au cours duquel le marché prévoit la réalisation des prestations, éventuellement décalé suite à un retard justifié,
- soit le mois où ces prestations ont été réellement exécutées s'il est antérieur au mois prévu par le marché.

Par dérogation au 5ème alinéa de l'article 10.4.4 du C.C.A.G., la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle ou à la date de leur réalisation prévue par le marché si celle-ci est antérieure conformément à l'article 94 du code des marchés publics.

3.4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes

Sans objet

3.4.5. Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants éventuels

3.5.3. Modalités de paiement direct des cotraitants

Pour le titulaire constitué en groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

3.6. Délais de paiement

Conformément à l'article 183 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du C.C.A.G., l'origine du délai de notification de l'état d'acompte au titulaire est la date de réception de la demande de paiement mensuel du titulaire ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement mensuel;

Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un quitus concernant le compte prorata.

3.6.1 Procédure de constatation de la conformité des prestations

Sans objet

3.7. Intérêts moratoires

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

3.8. Indemnité forfaitaire

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret du 29 mars 2013 soit 40 €

ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Délais d'exécution

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'article V de l'Acte d'Engagement.

Les délais d'exécution des travaux de chaque lot s'inscrivent dans le délai d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel joint au dossier de consultation. Ils partent de la première intervention du titulaire sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention.

L'ordre de service prescrivant au titulaire du lot gros œuvre de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des titulaires chargés des autres lots.

4.1.2. Période de préparation

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G., une période de préparation de 1 mois est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service de démarrer l'exécution des travaux.

4.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi par le responsable de la mission d'O.P.C. en concertation avec les titulaires pendant la période de préparation du chantier. Il sera ensuite soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 8-1 ci-après. Il est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de tous les lots.

Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel s'applique.

Le délai d'exécution des travaux propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Pour chacun des marchés autres que celui relatif au lot gros œuvre, le délai de six (6) mois prévu à l'article 46.2.1 du C.C.A.G. est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ d'exécution propres :

- au lot gros œuvre d'une part
- au lot considéré d'autre part

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires, l'architecte pourra être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2, 19.3 et 19.4 du C.C.A.G..

4.3. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries fera l'objet de constats contradictoires entre le Maître d'Œuvre et le Représentant du titulaire.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 19.2.3 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : **15 jours calendaires**

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa du 19.2.3 du C.C.A.G. :

- le délai d'exécution des travaux sera prolongé

ET

D'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite MM	Durée limite MM
Pluie	25 mm/24 heures ***	3 jours ***
Neige	5 cm ***	1 jour ***
Gel	- 5 °C ***	5 jour ***
Vent	60 km/h	

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

4.4. Pénalités pour retard - primes d'avance

4.4.1. Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G. le montant de la pénalité journalière est fixée à **1/3000** du montant hors taxes du marché éventuellement complété des avenants avec un minimum de **100 € H.T. par jour**

4.4.2. Pénalités provisoires

Du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre d'un retard de l'entreprise sur le calendrier détaillé d'exécution éventuellement augmenté du nombre de jours définis à l'article 4-3 ci-dessus, le titulaire encourt une **pénalité provisoire de 1/1500** du montant hors taxes du marché éventuellement complété des avenants, par jour calendaire, avec minimum de **200 € H.T.** qui sera retenue sur ses acomptes mensuels.

Ces pénalités provisoires seront levées si le maître d'œuvre constate que le titulaire a terminé dans les délais. Toutefois elles deviendront des pénalités définitives si le maître d'œuvre constate que le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier.

4.4.3. Nettoyage du chantier

Le refus du titulaire d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux laches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de **100 € (cent euros) H.T. par jour calendaire de retard.**

Par dérogation au C.C.A.G. la mise en régle sera prononcée sous un délai de 48 heures en cas de défaillance du titulaire.

4.4.4. Retard aux réunions

Tout retard non motivé du titulaire à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité à laquelle il aura été dûment convoqué sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de **50 € (cinquante euros) H.T.**

4.4.5. Absence à une réunion de chantier

Toute absence non explicitée par un motif sérieux et plausible du titulaire à une réunion de chantier ou de coordination sécurité sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de **50 € (cinquante euros) H.T.**

4.4.6. Retard dans la remise des documents

Tout retard dans la remise des documents en cours de chantier (Procès-verbaux de matériaux, plans d'exécution, notes de calculs, etc.) sera passible d'une pénalité de **100 € (cent euros) H.T. par jour calendaire de retard.**

4.4.7. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à **100 € (cent euros) H.T.** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du C.C.A.G., sur les sommes dues au titulaire.

4.4.8. Sécurité et protection de la santé

En cas de non respect des délais fixés par aux articles 8.1 et 8.5. ci-après, le titulaire encourt une pénalité fixée à **100 € (cent euros) H.T. par jour calendaire**, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G..

4.4.9. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur et aux abords.

Il sera du à ce titre le nettoyage général des locaux et abords, l'enlèvement des gravois et la remise en état des extérieurs, voiries, trottoirs, espaces verts, plantations et réseaux divers qui auront été endommagés ou détériorés pendant l'exécution des travaux.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le représentant du pouvoir adjudicateur aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5.2. Avance

5.2.1. Avance de 5 %

Une avance de 5% sera versée au titulaire des lots conformément à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf refus du titulaire indiqué dans son acte d'engagement.

5.2.2. Avance comprise entre 6 et 30 %

Sans objet

5.2.3. Avance comprise entre 31 et 60 %

Sans objet

5.2.4. Délai de paiement des avances

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution des prestations.

5.2.5. Remboursement des avances jusqu'à 15 %

Le remboursement de l'avance jusqu'à 15% effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché ou de la tranche. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

5.2.6. Remboursement des avances supérieures à 15 %

Sans objet

5.2.7. Avance aux sous-traitants

Conformément à l'article 135-II du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 et dans les mêmes conditions que ci-dessus une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le devis descriptif fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Pas de stipulation particulière

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

6.5 Mention « ou équivalent »

Conformément au Décret 2016-360 du 25 mars 2016 certaines spécifications définies dans le devis descriptif sont suivies de la mention « ou équivalent ». Cette mention est réputée supprimée dans le marché, le titulaire étant engagé sur les spécifications précisées dans son offre ou à défaut de telles précisions sur celles figurant dans le descriptif.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par le lot n° 02 - gros œuvre contradictoirement avec le maître d'œuvre avant le commencement des travaux.

7.2. Piquetage des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet.

ARTICLE 8. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation

Durant la période de préparation prévue à l'article cette période, le titulaire, y compris ses sous-traitants, devra :

- suivant la catégorie : établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S.. Cette obligation est applicable à chaque titulaire (cotraitant et sous-traitant). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S.- dans un délai de **30 jours** à compter du début de la période de préparation.

- établir et remettre au maître d'œuvre les plans d'exécution et de détails complémentaires, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.4 ci-après.

L'absence de remise au maître d'œuvre du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

8.2. Gestion de la qualité

Sans objet

8.3. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G. il ne sera pas prévu de registre de chantier

8.4. Plan d'exécution - notes de calculs - études de détails - synthèse

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

8.5. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8.5.1. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de " coordonnateur S.P.S. ".

8.5.2. Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

8.5.3. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

8.5.3.1. Libre accès du coordonnateur S.P.S..

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

8.5.3.2. Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S.:

- le P.P.S.P.S.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur
- la copie des déclarations d'accident du travail

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document annexé au présent C.C.A.P..

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

ET si l'opération est de 1ère catégorie

8.5.3.3. C.I.S.S.C.T.

L'opération est soumise à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, conforme au code du travail et constitué par le représentant du pouvoir adjudicateur et présidé par coordonnateur S.P.S..

8.5.4. Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8.6. Mesure d'ordre social – application de la réglementation du travail

8.6.1. Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

8.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du a ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

8.7. Signalisation du chantier à l'égard de la circulation publique

Pas de stipulation particulière

8.8. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Pas de stipulation particulière

8.9. Engins explosifs de guerre

Sans objet

8.10. Utilisation des voies publiques

Pas de stipulation particulière

8.11. Chantier comportant des risques hors de proportion

Sans objet

8.12. Compte Prorata – Dépenses et recettes d'intérêt commun

Les dépenses et recettes d'intérêt commun seront réglées suivant les indications de l'annexe au présent C.C.A.P. « Compte prorata ». Une convention pour la « Gestion et le Règlement du compte prorata » pourra être établie au cours de la période de préparation signée par tous les entrepreneurs des lots, elle se substituerait alors à l'annexe au présent C.C.A.P..

8.13. Gestion des déchets de chantier

Chaque titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation de ses propres déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

8.14. Travaux modificatifs

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le maître d'œuvre, le titulaire ou le contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs.

Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le Maître d'œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées au titulaire, au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le délai prescrit, le titulaire retournera la fiche complétée par ses soins au maître d'œuvre qui la transmettra avec son avis au représentant du pouvoir adjudicateur. La décision du représentant du pouvoir adjudicateur sera notifiée au titulaire, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le maître d'œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus.

Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

8.15. Modification de projet

Si, avant tout commencement de réalisation de la prestation, le titulaire propose des modifications ayant pour objet de remettre en cause les principes de conception tels que définis dans les marchés de travaux :

- Ces modifications doivent être proposées au maître d'œuvre avant le commencement des études d'exécution ou des plans d'atelier et de chantier.

- Ces modifications doivent faire l'objet d'une décision formelle de la maîtrise d'œuvre et du représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces dispositions le maître d'œuvre pourra soit ordonner le respect du marché ou proposer au représentant du pouvoir adjudicateur une réfaction dont le titulaire ne pourra contester la valeur.

ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**9.1. Essais et contrôle des ouvrages**

Sans objet

9.2. Réception

Pour l'application de l'article 41 du C.C.A.G. :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend effet à la date de cet achèvement .
- Le titulaire chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est le titulaire du lot concerné.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G..

9.3. Réception partielle

Conformément à l'article 42.1, le maître de l'ouvrage réceptionnera de manière anticipée les ouvrages ou parties d'ouvrages suivants et selon le planning qui prévoit la réception de la construction neuve en juin 2017 puis viendra la réception de la partie réhabilitation en février 2018

9.4. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 42.2, le maître de l'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages suivants et selon le planning qui prévoit la réception de la construction neuve en juin 2017 puis viendra la réception de la partie réhabilitation en février 2018

9.5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

9.6. Documents fournis après exécution

Le titulaire est tenu de fournir en 5 exemplaires dont un pour le bureau d'études techniques, les documents mis à jour constituant les D.O.E. :

- plans conformes à l'exécution dont un exemplaire dématérialisé, avec notice intégrée au support expliquant les modifications au projet initial,
- notices de fonctionnement et d'entretien des différents appareils, etc.

Ces documents seront remis au Maître d'œuvre le jour des opérations préalables à la réception.

Tout retard dans la fourniture de ces documents sera sanctionné par une retenue fixée précédemment.

9.7. Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an pour l'ensemble des ouvrages à compter de la date d'effet de la réception.

9.8. Garanties particulières

Sans objet.

9.9. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pas de stipulation particulière

ARTICLE 10 . DEROGATION AU C.C.A.G.

Nature de la dérogation	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P. Introduisant ces dérogations
Valeur du mois zéro « révision »	10.4.4 (2 ^{ème} §)	3.4.1
Valeur du mois zéro « actualisation »	10.4.3 (2 ^{ème} §)	3.4.4
Révision au-delà du délai contractuel	10.4.4 (5 ^{ème} §)	3.4.3
Origine du délai de notification de l'état d'acompte par le maître d'œuvre	13.2.2	3.6
Montant des pénalités de retard	20.1	4.4.1
Suppression de la mise en demeure préalable pour les pénalités afférentes à la période de préparation et aux obligations S.P.S.	48.1	4.4.8
Signature du registre de chantier	28.5 § 1	8.3
OU		
Suppression du registre de chantier	28.5	8.3

A

Le

(signature et tampon de l'entreprise)

mention manuscrite "lu et approuvé"

ANNEXE 1 à l'article 3,3,1 " les prix"

1 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne:

NATURE DES DEPENSES	N° DU LOT
- Branchement provisoire d'égout (2)	GO
- Branchement provisoire d'eau	GO
- Entretien des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité (2)	GO
- Etablissement des clôtures et panneaux établis en conformité avec l'article R 324-1 du Code du Travail (3)	GO
- Installation d'éclairage et de signalisation	GO
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (vestiaires de chantier)	GO
- Installation de gardiennage	Ø
- Installation du bureau de chantier pour les réunions de chantier (chauffé et éclairé) d'une capacité d'accueil	GO
- Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	plombier
- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	GO
- Réseau provisoire intérieur d'électricité avec tableaux secondaires, y compris son raccordement sur le tableau général installé par le lot n°1	electricien
- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçue par le bâtiment	GO
N° du lot des dépenses d'entretien des installations :	GO

(2) au sens des articles R 238-40 à 45 de la section 7 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994

(3) il est rappelé que cet article, introduit dans le Code du Travail (livre III, titre II, chapitre IV) par le décret n°79-492 du 13 juin 1979 stipule :Section 2 - Travail clandestin, article R 8221-1

Tout entrepreneur travaillant sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire doit pendant la durée du permis, afficher sur son chantier son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse.

"L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique".

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

2. DEPENSES D'ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent **au lot gros oeuvre** : les charges temporaires de voirie et de police

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier **quotidiennement propre et libre de tous déchets** pendant l'exécution des travaux dont il est chargé,
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de charge agréés.
- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées,

Les entreprises se référeront à la charte chantier propre

3. PENALITES NETTOIEMENT

Chaque entreprise dispose de 24 heures pour exécuter la prestation demandée par le maître d'oeuvre ou le représentant du maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, une astreinte de 150 € (cent cinquante euros) HT par jour calendaire de retard sera appliquée à chaque entreprise défaillante, à l'issue de ces 24 heures, sans autre formalité.

4. DEPENSES DIVERSES

ORGANISATION :

Les dépenses du compte prorata seront effectuées par l'entreprise du **lot GROS OEUVRE**, qui se fera rembourser mensuellement l'ensemble des dépenses inhérentes au compte prorata.

Le paiement du décompte final ne pourra être établi qu'au vu du quitus délivré par l'entreprise du **lot GROS OEUVRE**, gestionnaire du compte prorata au maître d'oeuvre.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

DEPENSES QUI FONT L'OBJET DU COMPTE-PRORATA :

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses qui font l'objet du compte prorata indiquées ci-après :

- consommation d'eau et d'électricité,
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître les responsables,
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - ° l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - ° les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé
 - ° la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers
 - ° la prime d'assurance relative à la couverture des ouvrages jusqu'à la réception.
 - ° le vol ou la dégradation d'équipements situés dans l'emprise du chantier si ces équipements ne peuvent pas être déménagés par les utilisateurs

LESPINASSE Toitures
32 route de Sorillard Les étangs
42190 St Hilaire sous Charlieu
Tél : 04 77 60 13 24
Siret : 328 477 617 000 34

THIVENT S.A.S.
Travaux Publics - Carrières
Les Morquets
71800 LA CHAPELLE SOUS DUN
Tél. 03 85 28 03 32
Fax 03 85 28 20 27

S.A.S. ENTREPRISE TETE
"Les Poupets"
69840 JULIENAS
Tél. 04 74 04 43 37
Fax : 04 74 04 47 11
Métallerie - Menuiserie Métallique
Charpente Métallique
SIRET N° 351 892 807 000 14
email : contact@metallerie-tete.fr

OTIS
14 rue de L'ingénieur Bertin
21600 LONGVIC
tél. 03.80.27.38.56
fax 03.80.27.38.69
siret 542 107 800 03117

Entreprise MARTIN LUCAS SAS
13 Rue Champeau
21850 SAINT APOLLINAIRE
RCS DIJON 324 902 203 B

SMPP
Siège social : 729 route du Mesvrin "Les Trémois"
71710 Saint Symphorien de Marmagne
Siret 339 425 704 000 30
Adresse Postale : 21 Henri Poincaré Schneider 71210 Montchanin
Tél : 03.85.78.11.38 - Fax : 03.85.78.14.49
Siret : 339 425 704 000 22
s.m.p.p@wanadoo.fr

DAZY S.A.R.L.

Chemin des Perrières
Z.A. MACON Est
01750 REPLONGES
Tél. 03 85 39 40 50 - Fax 03 85 38 22 58
TVA Intracom FR 72 343 699 732
Capital 200.000 € Siret 343 699 732 00081
RC 88 B 58 Bourg en Bresse

CARRELAGES BERRY SA
B.P. 17 - 122, Zone de la Teppe
01380 ST ANDRÉ DE BAGÉ
Tel. 03 85 36 39 00 - Fax 03 85 30 56 94

ISOPLAC S.A.S.

Faux Plafonds - Faux Planchers
Cloisons démontables
6, rue Docteur Quignard
B.P. 1 - 21019 DIJON CEDEX
Tél. 03 85 30 81 20 - Fax 03 85 30 81 21

SARL Menuiserie LAFFAY Père & Fils
SARL au capital de 30 000 €
71520 ST LEGER SOUS LA BUSSIERE
Tél. 03 85 50 47 32 - Fax. 03 85 50 45 31
RC 8 B 401 718 536

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE
DUCLOUX et Fils SARL
315, route de L'Herminet 01550 FEILLENS
Tél. 03 85 40 08 81 - Fax 03 85 30 06 49
Siret 438 844 383 0010 - APE 4321 A

SARL THOMAS ET Fils
Bâtiment et T.P.
9 Chemin de la Guinguette
71160 DIGOIN
Tél. 03 85 53 07 49 - Fax 03 85 84 46 43
N° SIRET 795 620 038 00021
FR 41 795 620 038

FD a

VS

OL

ry

YL